

Souveraineté alimentaire : plus de cohérence svp !

Catherine Caron

Number 779, July–August 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/78130ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Caron, C. (2015). Souveraineté alimentaire : plus de cohérence svp ! *Relations*, (779), 3–3.

Souveraineté alimentaire : plus de cohérence svp !

L'été est souvent l'occasion d'apprécier et de redécouvrir nos campagnes. Toutefois, cette année, on risque fort d'y rencontrer des citoyens inquiets, en colère et en lutte pour protéger leur milieu de vie et leurs leviers démocratiques de développement, dans un contexte d'austérité et de menaces multiples, pétrolières notamment. La démocratie est piétinée par les gros sabots comptables du gouvernement Couillard. Au nombre des victimes: Solidarité rurale du Québec, qui a perdu 75% de son financement. La Politique nationale de la ruralité est quant à elle en voie d'être réduite à une peau de chagrin. Quant à la Politique de souveraineté alimentaire, qui donc en parle?

À cet égard, le rempart qui protège en grande partie de la concurrence étrangère nos producteurs de lait, de volaille et d'œufs – ce qu'on appelle

de leurs produits et signer cette entente afin d'imposer leurs règles dans la zone Asie-Pacifique, avant la Chine et l'Inde. Le président Obama est déterminé à en forcer l'adoption d'ici la fin de l'année. Toutefois, il fait face à une forte opposition, qui considère à juste titre le PTP – documents officiels révélés par WikiLeaks à l'appui – comme un énième coup de force des multinationales contre les intérêts des travailleurs et des populations.

Notre système de gestion de l'offre pourrait donc être affaibli, voire disparaître, mais faut-il le sauver? La question se pose. En principe, celui-ci visait à ce qu'on produise ce qu'il nous faut de volailles, d'œufs et de lait par l'attribution de quotas, en assurant des revenus stables et équitables aux producteurs ainsi que de bons produits et de bons prix aux consommateurs. Dans les faits, depuis plusieurs années, l'Union paysanne et ses alliés dénoncent la cartellisation du système. Les quotas ont pris trop de valeur et sont devenus le monopole de quelques gros producteurs et intégrateurs, devenant inaccessibles aux petits producteurs, à la relève et à ceux qui veulent produire autre chose que des produits de masse uniformisés. Bon dans ses principes initiaux, cet outil qui se voulait collectif est donc à réinventer aux yeux de plusieurs, qui s'appliquent à construire des alternatives au modèle dominant.

À trop vouloir le beurre et l'argent du beurre, les gros joueurs de l'agro-industrie québécoise nuisent à la diversité de la production, sans souci d'équité. Il est désolant d'entendre l'Union des producteurs agricoles (UPA) affirmer: «Nous ne sommes pas contre le PTP. Nous sommes pour un PTP avec la gestion de l'offre intégralement préservée et sans concessions d'accès au marché.» C'est insuffisant et symptomatique d'une position contradictoire où l'UPA et consorts veu-

lent protéger ce qui les arrange d'un côté et conquérir des marchés de l'autre.

Or, lorsqu'on a vraiment à cœur la souveraineté alimentaire du Québec, lorsqu'on veut que nos institutions publiques puissent favoriser la production alimentaire locale et lorsqu'on veut protéger nos politiques publiques des attaques des multinationales, la seule position cohérente est de s'opposer fermement aux accords de libre-échange et de promouvoir un modèle plus juste et solidaire.

En 2007, c'est le message qu'envoyaient 42 organisations, incluant des joueurs de l'agro-industrie (UPA, Coop fédérée, Agropur), en signant la déclaration «Pour un nouveau contrat social fondé sur la souveraineté alimentaire». Ils revendiquaient que l'agriculture soit protégée, voire affranchie des règles du commerce international, comme le font encore aujourd'hui des centaines de mouvements paysans. L'ont-ils oublié?

La Via Campesina d'Amérique du Nord (dont fait partie l'Union paysanne) et celle d'Europe, dans une déclaration commune du 17 avril dernier, elles, persistent: «Nous maintenons que les accords que sont l'AÉCG, le PTCI, le PTP et les accords leur étant reliés ne sont pas nécessaires au commerce entre les pays, et que ces traités vont limiter la capacité des gouvernements élus de créer des lois, règlements, politiques et programmes visant les intérêts du public, des agriculteurs et agricultrices et de notre environnement.» Ces organismes montrent la voie à suivre.

CATHERINE CARON



Jacques Goldstyn, 2015, encre, crayon de bois, pastel et aquarelle sur papier

le système de gestion de l'offre – est menacé par un accord de libre-échange présentement négocié par le Canada: le Partenariat transpacifique (PTP)¹. Dans un monde globalisé, ce système protectionniste est mal vu et il ne faut pas compter sur le gouvernement Harper pour le défendre, malgré de beaux discours à cet effet. Isolé sur cette question parmi les 12 pays qui négocient le PTP, il est peu probable qu'il résiste aux pressions. Les États-Unis veulent nous vendre davantage

1. Lire Stuart Trew, «Le Partenariat transpacifique: un chèque en blanc?», *Relations*, n° 760, novembre 2012.